



FDU-INKINGI
Forces Démocratiques Unifiées
United Democratic Forces



□

info@fdu-rwanda.com - <http://fdu-rwanda.com>

"Pour un Etat de Droit, la Democratie et l'Egalité de chances" ; "For the rule of law, democracy and equal opportunity"

Bruxelles, le 25 mars 2021

Son Excellence Monsieur Antonio GUTTERES,
Secrétaire général des Nations Unies
UN Headquarters, First Avenue at 46th Street,
New-York, NY 10017, USA

Lettre ouverte à Monsieur le Secrétaire général de l'ONU

Objet : Demande de mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante sur les crimes politiques au Rwanda

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

La situation d'injustice et d'impunité qui perdure au Rwanda représente une menace directe et imminente contre la paix au Rwanda et dans toute la région des Grands Lacs en égard aux articles 39 à 42 du chapitre VII de la Charte des Nations Unies ;

Considérant la déclaration universelle des droits de l'Homme (3^e alinéa de son préambule) qui stipule qu'il est essentiel que les droits de l'Homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression ;

Nous, la jeunesse des Forces Démocratiques Unifiées (FDU-Inkingi), parti politique d'opposition au régime du Front Patriotique Rwandais (FPR), demandons votre intervention auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour une mise en place d'une commission d'enquête sur l'ensemble des violations des droits de l'Homme commises contre des opposants, des activistes des droits de l'Homme, des journalistes et des personnes qui expriment leurs désaccords avec le gouvernement.

De manière plus particulière, cette enquête porterait sur des crimes des assassinats et des disparitions forcées commis contre les membres des FDU-Inkingi et autres activistes indépendants, pour lesquels le régime du FPR se refuse de mener d'enquêtes. Elle aurait pour mission de :

- 1) Identifier les auteurs des crimes et déterminer leur responsabilité ;
- 2) Déterminer les complicités, les donneurs d'ordre, les circonstances exactes dans lesquelles les victimes ont été assassinées ou portées disparues ;

3) Déterminer la responsabilité de l'Etat rwandais dans la décision, la planification et l'exécution de ces crimes

Excellence,

Il est important de souligner la réponse que les Rwandais et d'autres qui réclament justice reçoivent du Général Paul Kagame, président du Rwanda :

"Those who talk about disappearances... we will continue to arrest more suspects and if possible shoot in broad daylight those who intend to destabilise our country,"

"Ceux qui parlent des disparitions ... nous continuerons à arrêter plus de suspects et si possible nous abattons en plein jour tous ceux qui ont l'intention de destabiliser notre pays"

Ces mots terribles que le Général Kagame a prononcé à Nyabihu au Nord-Ouest du Rwanda, datent du 5 juin 2014. Depuis cette date on a dénombré plusieurs dizaines de disparitions et d'assassinats qui impliquent souvent des agents de l'Etat. Le recours à la terreur et à la violence a toujours été le moyen privilégié du FPR dans sa gestion des critiques et des opposants.

Citons quelques cas illustratifs mais non exhaustifs :

Des assassinats politiques :

[Kizito MIHIGO](#) : Chanteur, rescapé du génocide, le 17 février 2020, la police nationale rwandaise a annoncé que Mihigo avait été retrouvé mort dans sa cellule au poste de police où il était détenu à Kigali. La police a tout de suite conclu que c'était un suicide.

[Jean Damascène HABARUGIRA](#) : Il était responsable des FDU-Inkingi dans la Province de l'Est du Rwanda. Il a été sauvagement assassiné le 5 mai 2017.

[Syldio Dusabumuremyi](#): Coordinateur national des FDU-Inkingi, tué à coup de couteaux le 23 septembre 2019 vers 21 heures au Sud du Rwanda par deux hommes non identifiés.

[Anselme Mutuyimana](#), Assistant de Madame Victoire Ingabire Umuhoza, alors présidente des FDU-Inkingi, retrouvé mort le 9 mars 2019 dans une forêt dans le nord-ouest du Rwanda, son corps présentant des signes d'étranglement. Alors qu'il avait été emmené par la police la veille.

[André KAGWA RWISEREKA](#), Monsieur KAGWA RWISEREKA était le vice-président du parti politique Green Party. Son corps presque décapité, a été retrouvé dans une vallée près de Butare le 14 juillet 2010.

[Charles INGABIRE](#), journaliste d'INYENYERI NEWS, Monsieur INGABIRE Charles était également membre du parti politique de l'opposition RNC. Il a été assassiné à Kampala en Ouganda dans la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre 2011.

Des disparitions Forcées

[Le poète Innocent Bahati](#), porté disparu le 7 février 2021, avait écrit des poèmes qui relate la misère et l'injustice dans lesquelles vivent les rwandais et avait critiqué timidement le rôle de l'Etat dans cette situation.

[Venant Abayisenga](#), opposant qui fut membre des FDU-Inkingi et aujourd'hui membre du parti DALFA Umurinzi, est porté disparu depuis le juin 2020.

[Boniface Twagirimana](#), qui était 1^{er} Vice-Président des FDU-Inkingi. Le 7 octobre 2018 il est porté disparu de sa cellule de prison à Mpanga, dans la province du Sud du Rwanda.

[Eugène Ndereyimana](#) a disparu depuis le 15 juillet 2019. Il était responsable des FDU Inkingi dans la Province de l'Est.

[Illuminée Iragena](#), elle était présidente de l'association ABIRU et membre FDU-Inkingi, disparue le 26 mars 2016.

En plus de ces disparitions forcées et assassinats des opposants, activistes et journalistes, plusieurs prisonniers politiques croupissent dans les prisons rwandaises. Les cas de Paul Rusesabagina kidnappé à Doubaï, Déo Mushayidi kidnappé au Burundi, Yvone Idamange arrêtée à Kigali et plus d'une dizaine de leaders des FDU-Inkingi emprisonnés au Rwanda, sont largement documentés aussi bien par les organes de l'ONU que par des ONG telles que Amnesty International et Human Right Whatch.

Face à cette extrême terreur d'Etat que les Rwandais subissent de la part du régime du FPR, nous en venons à la même conclusion que le département d'Etat Américain dans son rapport de 2017 sur les droits de l'Homme : les Rwandais n'ont pas la possibilité de changer le pouvoir en place à travers la voie démocratique. Ainsi sans un engagement ferme de l'ONU et de la communauté internationale en générale, nous craignons que l'insurrection ne soit la seule voie possible pour les Rwandais vers leur libération.

Nous ne souhaitons pas cette voie violente et c'est la raison pour laquelle nous entamons cet ultime recours à l'ONU. Le constat est que seuls le FPR et la communauté internationale ont la possibilité d'offrir une autre voie, non-violente.

La mise en place d'une commission d'enquête internationale et indépendante, sur les crimes cités, permettrait d'offrir une telle voie de résolution : la voie d'une Justice indépendante, la Justice internationale.

En espérant une suite favorable à notre appel au secours, veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de notre très haute considération.

Pour la jeunesse des FDU-Inkingi

Marie Josée Ufitamahoro

Tél : +32491111907

Bruxelles, Belgique